



Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Laurent JAOU, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Agnès SAURAT, Soune SERRE

Hors commission - Rapport sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole dans la prise en compte des objectifs de développement durable de l'année 2019

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2, dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011 relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole est tenue de présenter, préalablement au vote du budget, un rapport sur sa situation en matière de prise en compte du développement durable. La loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité est venue modifier la finalité « une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables » par « transition vers une économie circulaire », ainsi que la finalité relative à la préservation de la biodiversité en y intégrant la notion de sauvegarde des services fournis et des usages qui s'y rattachent.

La présentation de ce rapport s'effectue suivant les cinq finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement :

- la lutte contre le changement climatique ;
- la préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources, ainsi que la sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent ;
- la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ;
- la transition vers une économie circulaire ;
- l'épanouissement de tous les êtres humains.

Un sixième chapitre identifie les éléments de méthode inhérents au développement durable : la participation des acteurs et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.

Le rapport présenté dresse le bilan de la prise en compte du développement durable dans les activités de Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'année 2019. Il renseigne annuellement plusieurs indicateurs de suivi et dessine les perspectives envisagées par la Métropole pour l'année 2020.

L'ONU ayant annoncé dès 2018, que nous disposions de deux ans pour changer de modèle de développement face aux évolutions climatiques, Montpellier Méditerranée Métropole accentue, en conséquence, ses politiques publiques qui accélèrent l'émergence d'un territoire adapté. Elle introduit cette année, dans son rapport de développement durable, les Objectifs de Développement Durables (ODD), qui deviennent le cadre d'un modèle de développement local résilient.

Lutte contre le changement climatique

Montpellier Méditerranée Métropole poursuit ses engagements dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique énergie-climat. Au travers notamment de la révision de son Plan climat en Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), dont la stratégie a été adoptée en octobre 2019.

En 2019, l'élaboration du Schéma Directeur des Energies (SDE) a débuté et se poursuivra sur l'année 2020, le SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) a été adopté en novembre 2019, la concertation relative à l'élaboration du PLUi (Plan Local d'Urbanisme intercommunal) a également débuté et son élaboration se poursuivra en 2020.

En matière de mobilité durable, une nouvelle offre de transports en commun a été mise en service dans les communes de la Métropole, au 2^{ème} semestre 2019. Discuté avec les différentes communes, ce réseau permet de mieux répondre aux besoins des habitants, par un maillage de proximité amélioré, visant l'irrigation de l'ensemble du territoire.

Concernant la maîtrise de la demande énergétique, l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC), accompagne les communes dans le suivi et l'analyse des consommations énergétiques et d'eau de leur

patrimoine, ainsi que dans le conseil technique et financier et la mise en place d'action d'économies d'énergie et d'eau.

Préservation de la biodiversité et de protection des milieux et des ressources, ainsi que de sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent

La définition d'une trame verte et bleue à l'échelle du SCoT comprend la prise en compte de la préservation des zones à enjeux de biodiversité, et la restauration des continuités écologiques. Dans la continuité, la Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie (CEN) ont établi, en 2019, une convention de coopération afin d'établir une stratégie territoriale commune de préservation de la biodiversité sur le territoire.

Depuis plusieurs années Montpellier Méditerranée Métropole, construit une politique globale de l'eau à l'échelle de son territoire, en exerçant les différentes compétences liées à son cycle. Dans la continuité, la collectivité a lancé, en 2019, l'élaboration d'un schéma de desserte en eau brute pour explorer et expertiser toutes les solutions de sécurisation et de diversification agricole compatibles avec une gestion durable et économe des ressources en eau.

Cohésion sociale et de la solidarité entre les territoires et les générations

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) 2019-2024, adopté en novembre 2019, dans la continuité des programmes précédents, poursuit l'objectif de répartition équilibrée sur le territoire, des différents types d'offres résidentielles, notamment le logement locatif social, l'accession abordable ainsi que les logements et hébergements d'insertion. Qu'il s'agisse des étudiants, des jeunes en insertion professionnelle, des personnes âgées, ou en situation de handicap, des ménages les plus démunis, le PLH prévoit la réalisation de programmes de logements dédiés à ces différents publics.

Transition vers une économie circulaire

Dans le cadre de sa mission d'accompagnement à l'installation des entreprises, la commission technique d'attribution de pré-agrément foncier et immobilier de la Métropole, porte une attention particulière sur la capacité des entreprises à s'engager dans une démarche environnementale et écoresponsable. Sur le volet de soutien aux entreprises des secteurs du développement durable, un immobilier dédié aux entreprises et artisans des secteurs des énergies renouvelables, de l'écoconstruction et de l'économie circulaire, est porté par la Métropole. La collectivité poursuit également une politique innovante en matière d'agroécologie et d'alimentation. En octobre 2019, elle a été signataire de la charte de l'Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle (AFAUP), qui vise en particulier à clarifier les bonnes pratiques.

Epanouissement de tous les êtres humains

A travers l'élaboration et la mise en œuvre de l'ensemble de ses politiques, Montpellier Méditerranée Métropole intègre pleinement l'enjeu de l'accessibilité dans la société, des personnes handicapées et à mobilité réduite. Trois champs d'actions prioritaires sont identifiés : l'aménagement de l'espace public, les transports et l'information des populations. Côté aménagement de voirie, 93 % des arrêts de bus urbains et 56 % des arrêts suburbains sont accessibles, progressivement 100 % des bus urbains et des tramways sont rendus accessibles.

Avec 47 heures d'ouverture hebdomadaire, le réseau des médiathèques métropolitaines, acteur de la démocratisation culturelle au plus près des citoyens, reste attentif à ouvrir mieux, à des moments pertinents pour des publics très diversifiés.

En 2019, concernant le développement du sport, l'évènement marquant sur le territoire fut la Coupe du Monde de football féminin.

Situation de la collectivité au regard des 5 éléments de méthode du développement durable

Dans un contexte général de lutte contre le changement climatique, Montpellier Méditerranée Métropole est engagée, avec la Ville de Montpellier, dans une démarche de labellisation Cit'Ergie, label qui a été obtenu à la fin de l'année 2019. Cit'ergie est une démarche européenne de management environnemental.

Cit'ergie sera l'outil de suivi, d'évaluation, d'amélioration continue et de diffusion des expériences du PCAET dans le réseau européen.

En 2019, dans le cadre de l'accompagnement de l'élaboration du PCAET, plusieurs dispositifs de communication, d'animation et de concertation ont été mis en œuvre et seront restitués dans un bilan de la concertation lors de l'arrêt du projet de PCAET.

L'intercommunalité à l'échelle de la Métropole, intègre une dimension assimilable à une coopérative d'action publique. Dans ce cadre, le schéma de mutualisation (14 thématiques principales répondant aux attentes des communes), offre de nouveaux services aux habitants notamment en matière culturelle, de préservation de la biodiversité ou de développement des circuits courts.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- de prendre acte du rapport de développement durable 2019, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Clothilde OLLIER.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-111286-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2020-07-15 RDD Métro 2019 complet_VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.